

## Edito



**« Nous, élus devons être à la hauteur de cette formidable mobilisation des Français. Cet élan nous oblige. »**

Cette année qui s'ouvre devant nous a commencé pour la France toute entière par le pire, l'inimaginable, l'inconcevable : la mort de 17 Français parce qu'ils étaient journalistes, policiers ou juifs. Le grand élan qui a suivi a prouvé que la France était encore debout et qu'elle savait se dresser quand on l'attaquait.

Aujourd'hui, nous, élus devons être à la hauteur de cette formidable mobilisation des Français. Cet élan nous oblige. Il nous oblige d'abord à nous interroger sur les circonstances qui conduisent des Français à devenir des terroristes, mais surtout aux moyens de prévenir, de détecter et de punir. Je me félicite que le Président de la République ait d'ores et déjà annoncé que le rythme de réduction des effectifs de l'armée allait diminuer. Il faudra naturellement aller plus loin.

Comme je l'avais annoncé en décembre, le groupe s'est mobilisé dès le 13 janvier en commission spéciale pour examiner le projet de loi pour la croissance et l'activité et a déposé plus de 170 amendements. Ce projet de loi qui devait « libérer la France de la défiance, de la complexité et du corporatisme », se révèle finalement peu ambitieux au regard des enjeux cruciaux auxquels est confronté, quotidiennement, notre pays. Pour autant, nous avons choisi de tout faire pour faire progresser le matériau de départ. Il appartient maintenant au gouvernement d'être à l'écoute d'une partie de l'Assemblée nationale.

**Philippe Vigier, Président du groupe UDI**

## Questions au Gouvernement

« Monsieur le Premier ministre, lorsque la République est attaquée, lorsque le lien universel qui nous unit est attaqué, la réponse ne peut être que dans plus de République. Car la voix de ceux qui prêchent la haine, cette haine qui mène au fanatisme, ne peut avoir d'écho que lorsque la République ne crie pas haut et fort son attachement à ses valeurs, que lorsqu'elle reste muette face au repli sur soi, aux amalgames, aux communautarismes et à l'antisémitisme. Ces derniers jours, nous avons tous et toutes été choqués d'apprendre que des enfants, dans nos écoles, avaient refusé de s'incliner devant la mémoire des défunts. La démission serait la pire des faillites. Il est aujourd'hui vital que la République affirme ses valeurs, avec humanité, autorité et tolérance. L'école, pierre angulaire de la République, doit être de nouveau au cœur du projet républicain. »

**Rudy Salles, Député des Alpes Maritimes, 14 janvier**

« Madame la ministre des outre-mer, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie est démissionnaire depuis maintenant cinq semaines et, conformément à la loi, son rôle se limite à l'expédition des affaires courantes. Le 31 décembre dernier, un nouveau gouvernement a été élu par le congrès de Nouvelle-Calédonie. Ce gouvernement légal et légitime n'a pu entrer en fonction du fait de l'absence de majorité absolue permettant l'élection de son président. Une paralysie des institutions en résulte ; elle ne peut perdurer, d'autant plus qu'un parti politique en est à l'origine. »

**Philippe Gomes, Député de la Nouvelle-Calédonie, 14 janvier**

## Hommage aux victimes des attentats

*Intervention du groupe UDI par Philippe Vigier*

Jean, Stéphane, Bernard, Philippe, Georges, Bernard, Mustapha, Elsa, Michel, Frédéric, Ahmed, Franck, Clarissa, Yoav, Philippe, Yohan, François-Michel. Ils sont morts parce qu'ils incarnaient la République et ses valeurs.

La France est meurtrie dans sa chair. Nous sommes tous Chrétiens, Juifs, Musulmans, Athées et meurtris dans notre chair. Les 30 députés du Groupe UDI partagent l'émotion qui traverse le peuple de France. A titre personnel, je veux vous faire partager mon émotion face à l'horreur, ayant été jeune interne au Val-de-Grâce lors de l'attentat de la rue de Rennes en 1985.

La France vient de connaître les heures parmi les plus sombres de son histoire, avec des attentats d'une barbarie inouïe qui visaient à détruire ce qui nous rassemble. Ces terroristes ont lâchement tué les journalistes de Charlie Hebdo car ils étaient des combattants de la liberté d'expression qui n'acceptaient pas d'être muselés. Ces terroristes ont abattu de manière ignoble ces policiers qui se mettaient en travers de leur chemin et qui incarnaient l'autorité de l'Etat. Ces terroristes ont assassiné des Français parce qu'ils étaient juifs, espérant ainsi ébranler notre République qui est une et indivisible. Ils ont ainsi déclaré la guerre au lien qui nous unit au-delà de nos différences, d'origine, de milieu social, de croyances religieuses ou d'opinions politiques. Ils pensaient, nous les héritiers de Voltaire et des Lumières, nous diviser. Ils nous ont rassemblés. Ils ont été traqués et châtiés par les forces de l'ordre qui ont accompli un travail exemplaire. Ils ont réveillé la France éternelle et fraternelle, celle des millions de Françaises et de Français qui se sont levés hier pour dire « Nous continuerons à vivre libres ! », celle de Lassana Bathily, ce jeune Français de confession musulmane qui, au péril de sa vie, a sauvé ses « frères » juifs lors de la prise d'otage porte de Vincennes.

Cette vague d'émotion a parcouru la France, l'Europe et le monde entier. Un à un, les peuples se sont levés car ils savent qu'à travers la France, ce sont les valeurs universelles qu'elle porte en étendard qui ont été touchées. Dimanche, à Paris, le monde entier s'est rassemblé dans un moment de fraternité universelle : Européens, Africains, Israéliens, Palestiniens.

Dans cette guerre contre l'Islam radical et son idéologie meurtrière, notre détermination doit être à la hauteur de la radicalité de notre ennemi. Lorsque la République est attaquée, la réponse ne peut être que « plus de République », pour que vive le sursaut fraternel du 11 janvier 2015, et plus d'Europe pour combattre ensemble le défi terroriste qui menace les peuples. Il n'y aurait pire réflexe que le repli sur soi, l'amalgame, l'engrenage de l'intolérance. Cette haine qui grandit à l'ombre de la République est le fruit de l'intégrisme, du prosélytisme, du rejet de la différence, de la misère, de l'exclusion et parfois de certaines désespérances qui peuvent nourrir la tentation du fanatisme. Elle peut grandir dans nos quartiers, dans vos villages, dans nos écoles, dans nos prisons, lorsque la République abandonne et que la laïcité cède devant les communautarismes. C'est pourquoi notre école doit être au cœur du vivre ensemble républicain. La République doit être implacable face à ses ennemis, qu'ils agissent sur son sol ou qu'ils se trouvent à des milliers de kilomètres.

Vous avez évoqué des failles, monsieur le Premier ministre. Nous devons nous poser toutes les questions et y apporter toutes les réponses, sans angélisme ni querelles politiciennes, dans ce moment d'unité. Nous devons faire le choix politique de donner plus de moyens techniques et financiers à notre sécurité intérieure et de nos armées, être impitoyables face à ceux qui répandent la haine sur les réseaux sociaux, poser la question du retour en France de ceux qui sont partis faire le Djihad, améliorer l'accès et le partage des informations nécessaires pour neutraliser et démanteler ces réseaux car ces attentats ne sont pas le fait d'actes isolés, lutter contre la radicalisation dans le milieu carcéral et repenser la réponse judiciaire. Enfin, s'il est indispensable de renforcer les outils pour tarir les financements de ces organisations terroristes, nous sommes également persuadés qu'il est absolument vital de favoriser les grands projets de développement pour permettre au progrès économique, social et écologique d'irriguer les partis du monde dans lesquelles le fondamentalisme peut prospérer sur la misère. La réponse doit être française, européenne et mondiale.

Monsieur le Premier Ministre, nous tenons à saluer l'attitude du Président de la République, ainsi que la vôtre, celle du Ministre de l'Intérieur et de l'ensemble du gouvernement face à ces attentats. Dans cette guerre où les enjeux souvent insoupçonnables s'entremêlent, nous sommes et serons à vos côtés, au service de l'intérêt supérieur de la Nation, pour apporter une réponse à la hauteur de la menace qui pèse sur la France, patrie des Droits de l'Homme.

## Prolongation de l'intervention française en Irak

- ★ Une crise majeure a débuté en Irak le 9 juin 2014 avec la prise de Mossoul par Daech.
- ★ Il était en effet absolument nécessaire d'intervenir, suite à l'appel à l'aide du gouvernement irakien, pour **faire face à une attaque terroriste d'envergure qui menace non seulement l'Irak mais également la région du Moyen-Orient et le monde.**
- ★ **Par son idéologie meurtrière et ses actions ignobles, le mouvement terroriste Daech représente une menace que nous devons combattre de manière intraitable.**
- ★ Des massacres et des exactions contre la population civile sont perpétrés sans relâche par Daech. Les plus fragiles en sont les victimes quotidiennes : femmes violées, enfants asservis, personnes âgées maltraitées. Les communautés yézidie et kurde sont persécutées, les chrétiens d'Orient martyrisés.
- ★ Cet engagement de nos troupes, **c'est avant tout l'engagement de la France pour la défense de la démocratie, de la liberté et de la lutte contre les fondamentalismes.**

### Vu du groupe UDI

- ★ Qu'il s'agisse de l'intervention de la France au Mali ou en République Centrafricaine, le Groupe UDI a, dans les moments difficiles, toujours apporté son soutien au Président de la République et au Gouvernement, dans un esprit de responsabilité et d'union nationale.
- ★ Alors que des terroristes ont lâchement tué les journalistes de Charlie Hebdo, qu'ils ont abattu des policiers et qu'ils ont assassiné des Français parce qu'ils étaient juifs, **notre détermination à combattre la haine et la barbarie doit être à la hauteur de la radicalité de notre ennemi. Nous nous devons d'être implacables, que nos ennemis agissent sur notre sol ou qu'ils se trouvent à des milliers de kilomètres.**
- ★ Ce vote a pris **une force toute particulière au regard des attentats d'une violence inouïe qui ont frappés la France.**
- ★ Nous tenons à saluer **la bravoure et le professionnalisme des militaires français, qui servent leur pays avec courage et abnégation. Ils sont la fierté de la France.**
- ★ **Par ailleurs, il est urgent de construire une défense commune, collective et solidaire entre Européens conscients de leur communauté de destin.** C'est notamment parce que cette dernière se forge dans les moments difficiles que nous devons œuvrer pour une Europe de la sécurité et de la défense, qui sache passer à l'offensive sans hésitation quand les fondements universels de nos sociétés sont attaqués, comme ils l'ont été la semaine dernière. La gravité et l'ampleur de la situation nous imposent de rechercher les conditions d'une mobilisation européenne et internationale, tant sur le plan humanitaire qu'au niveau du soutien militaire.
- ★ **La France a une vocation universelle mais elle n'est plus une puissance universelle.** Elle n'a pas les moyens de compenser seule l'impuissance internationale. En revanche, elle a, encore et toujours, vocation à susciter l'élan collectif des nations du monde.

**Le groupe, par la voix de Philippe Folliot, a voté en faveur de la prolongation de l'intervention**

# En commission

## Le projet de loi pour la croissance et l'activité

- ★ Présenté comme un texte censé « libérer la France de la défiance, de la complexité et du corporatisme », **le projet de loi pour la croissance et l'activité se révèle finalement peu ambitieux par rapport aux enjeux cruciaux auxquels est confronté, quotidiennement, notre pays ;**
- ★ Alors que la confiance s'est délitée progressivement depuis plus de deux ans, alors que la compétitivité s'est inexorablement éloignée des priorités du Gouvernement et alors même que le pouvoir d'achat des Français tarde à revenir, le Groupe UDI s'attendait à un texte d'envergure, présentant des mesures concrètes mais surtout durables.
- ★ **Si ce texte ne va pas résoudre les principaux maux dont souffre la France, il a cependant le mérite de proposer plusieurs pistes de réflexion qui ne peuvent qu'alimenter le débat.**
- ★ Dans cette perspective, **le groupe UDI est prêt à avancer aux côtés du Gouvernement si celui-ci sait écouter nos propositions.**
- ★ Les quatre députés UDI, membres de la commission spéciale - Jean-Christophe Fromantin, Francis Vercamer, Philippe Vigier et Michel Zumkeller ont rencontré Emmanuel Macron, Ministre de l'Economie, de l'Industrie, du Numérique pour lui présenter les cinq axes de travail dont découlent les amendements défendus :
  - **L'approfondissement du dialogue social** avec notamment l'organisation d'une conférence sociale sur le temps de travail,
  - **L'amélioration des conditions de l'accès à l'emploi** avec, par exemple, la modernisation du permis de conduire,
  - **Le financement des PME** avec la mise en place de nouveaux systèmes de financement,
  - **Une régulation renforcée de l'ensemble des transports et de leur compétitivité avec une ouverture à la concurrence,**
  - **La modernisation des professions réglementées** sans désorganiser ces dernières mais en favorisant, par exemple, les associations et les regroupements d'entités.

Les débats débiteront en séance publique le lundi 26 janvier, et en fonction des avancées obtenues, le groupe UDI se prononcera sur son vote final.

# En bref

## Politique maritime de la France

- ★ Le groupe UDI a demandé un débat sur la politique maritime de la France qui s'est déroulé le mercredi 14 janvier.
- ★ Si le groupe UDI a souhaité que ce débat ait lieu, c'est parce que cet enjeu est essentiel pour l'avenir, non seulement de notre pays, mais aussi de l'humanité toute entière. L'humanité ne pourra relever trois des principaux défis qu'elle aura à affronter au XXI<sup>e</sup> siècle que par une exploitation raisonnable et raisonnée des ressources des mers et des océans.
- ★ Il s'agit tout d'abord du défi de l'alimentation. Notre planète compte sept milliards d'êtres humains ; à l'horizon 2050, nous serons peut-être neuf, dix, onze milliards, voire plus ! Nous le savons tous, la superficie des terres cultivables est par définition limitée : pour nourrir la population mondiale, il faudra donc aller chercher une plus grande quantité de ressources alimentaires – notamment des protéines – dans les mers et les océans.
- ★ L'énergie représente en effet un deuxième défi pour l'humanité. La mer est un gisement exceptionnel, voire inépuisable, d'énergies renouvelables. Relever ce défi impose de prendre la mesure de certaines réalités.
- ★ L'accès à l'eau est le troisième enjeu fondamental pour l'humanité. Il faut savoir que 41 des 70 métropoles de plus d'un million d'habitants situées sur le littoral souffrent de problèmes d'accès à l'eau. A cet égard, la désalinisation de l'eau de mer sera essentielle pour garantir à l'humanité l'accès à cette ressource.
- ★ Ce qui nous manque, c'est une grande politique visant à valoriser nos atouts. On sait qu'aujourd'hui l'économie maritime pèse plus que la production automobile en France.
- ★ Il faut avoir conscience qu'une vraie politique maritime nécessite des objectifs et des investissements de long terme.
- ★ Nous devons aussi prendre conscience de la nécessité de protéger notre domaine maritime.

# Dans la presse

## L'UDI votera pour la prolongation de l'intervention en Irak – AFP – 13 janvier 2015

PARIS, 13 janvier 2015 (AFP) – Les députés UDI voteront pour la prolongation de l'intervention des forces françaises en Irak, a assuré mardi Philippe Vigier, chef de file du groupe, un « engagement indispensable » pour la défense des « valeurs » de la France. « Naturellement, le groupe UDI apportera son soutien au gouvernement pour la prolongation de l'intervention des forces françaises en Irak », a déclaré M. Vigier à la presse à l'Assemblée nationale, mais son mandat « devra évoluer », en réfléchissant à « la problématique de la Syrie », et en faisant en sorte que « toute la communauté internationale se mobilise ».

« Cet engagement de la France est indispensable, pour défendre ses valeurs, dont on parle avec tant d'insistance depuis quelques jours », a-t-il ajouté. « Cela n'aurait pas de sens, qu'il y ait 50 chefs d'Etat et de gouvernements à Paris le dimanche, et qu'ensuite tout continue comme auparavant », a déclaré Philippe Vigier. M. Vigier a insisté sur l'« effort financier considérable » fourni par la France, alors qu'elle se retrouve « seule » ou « presque seule » sur plusieurs terrains d'opérations, comme au Mali, au Tchad ou au Niger.

En politique intérieure, le chef de file des députés UDI souhaite que la classe politique s'accorde sur un message « le plus homogène, le plus uniforme possible », pour lutter efficacement contre le terrorisme. L'idée qui émerge est celle d'un « travail en commun » entre l'Assemblée, le Sénat et le gouvernement. « Il y a déjà une loi sur la lutte contre le terrorisme, votée il y a quelques semaines », a-t-il rappelé, « voyons comment on peut l'améliorer », sans « entrer dans la surenchère législative ».

La réponse doit être « globale », en s'attachant à la fois au problème carcéral, aux « failles » qui existent dans l'analyse des données, aux moyens financiers, militaires, mais aussi au tarissement du financement du terrorisme, alors que « Daech dispose de 20 milliards d'euros ». « C'est à l'école que tout démarre », a ajouté Philippe Vigier. « Ces jeunes qui partent faire le jihad, ont parfois 13,14,15 ans », et « 30% des jeunes revenus du Yémen ont moins de dix-huit ans », a-t-il déploré. « C'est un échec de la société. » « Il faut que l'éducation soit capable d'expliquer ce que sont les religions, l'incompréhension qu'il y a entre les uns et les autres, comment le vivre-ensemble existe », a-t-il conclu.

## Vigier (UDI): « Sur le permis de conduire, le gouvernement fait fausse route » – AFP – 13 janvier 2015

PARIS, 13 janvier 2015 (AFP) – Le chef de file des députés UDI, Philippe Vigier, a estimé mardi que « sur le permis de conduire », le gouvernement faisait « fausse route », même si l'UDI n'exclut pas de voter le projet de loi Macron pour la croissance. Les députés UDI souhaitent améliorer la proposition de loi Macron, qu'ils voient comme un « texte fourre-tout », et « faire progresser le matériau de départ » en faisant « plusieurs propositions d'amendement », a expliqué Philippe Vigier lors d'une conférence de presse. « Sur le permis de conduire, le gouvernement fait fausse route, en ne voulant pas suivre les propositions que l'on fait », a-t-il critiqué. « Le permis de conduire tel que ça se passe en France, ça ne fonctionne pas », a assuré M. Vigier, rappelant: « Les délais moyens en France, c'est 98 jours. En Europe, puisqu'il y a une directive européenne, c'est 45 jours. » « On est deux fois au-dessus. Avec des coûts rédhibitoires, avec des dizaines de milliers de personnes qui roulent sans permis », a-t-il déploré. Philippe Vigier et les députés UDI proposent de confier l'examen du code de la route et l'épreuve de conduite « à des organismes agréés », afin de « décongestionner » le système. Pour eux, l'enjeu est de lutter plus efficacement contre le chômage, alors que l'impossibilité de conduire est souvent un « obstacle pour retrouver un emploi ». A la suite d'un débat à l'Assemblée nationale lundi, « on a bien vu que les lignes de fracture, même à l'intérieur de la majorité, étaient fortes » sur ce sujet, a ajouté le président du groupe UDI. Le groupe UDI a également proposé des amendements « pratico-pratiques » sur d'autres sujets relatifs à la loi Macron. Ils souhaitent par exemple inciter au covoiturage en rendant les autoroutes moins chères pour les véhicules partagés, remettre les élus locaux au cœur des prises de décision concernant le travail du dimanche, ou encore améliorer les systèmes de financement alternatifs comme l'épargne de proximité et le « crowdfunding » (financement participatif). « Il appartient maintenant au gouvernement d'être à l'écoute d'une partie de l'Assemblée nationale », a conclu Philippe Vigier.